



HAL
open science

Agriculteurs en difficulté: Comparaisons internationales

Didier Aubert, Yves Léon

► **To cite this version:**

Didier Aubert, Yves Léon. Agriculteurs en difficulté: Comparaisons internationales. INRA sciences sociales, 1988, 2, pp.1-4. hal-01937038

HAL Id: hal-01937038

<https://hal.science/hal-01937038>

Submitted on 27 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

AGRICULTEURS EN DIFFICULTÉ : COMPARAISONS INTERNATIONALES

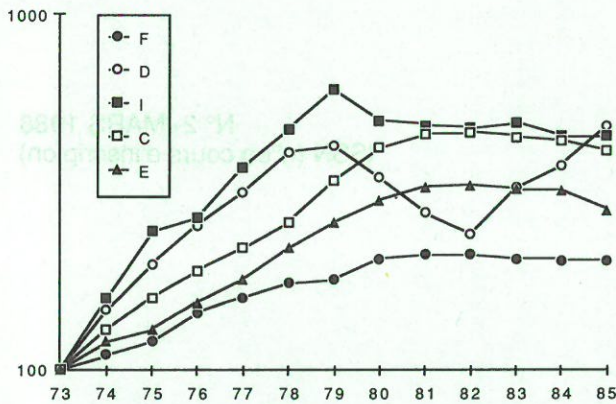
Baisse des revenus agricoles réels dès 1974 aux Etats-Unis et en France, vers la fin de la décennie au Canada, en Irlande et au Danemark ; chute du prix des terres dès 1979 en Irlande et au Danemark, en 1981-82 en France et Outre-Atlantique : l'apparition quasi simultanée d'indicateurs d'un malaise financier croissant dans l'agriculture de plusieurs pays occidentaux vers la fin des années 70 donne à penser que ces difficultés ont une origine commune, même si, comme c'est le cas, celles-ci varient en durée et en intensité selon les pays. C'est pourquoi il a paru intéressant de rapprocher des travaux consacrés à des pays où la crise financière de l'agriculture semble particulièrement significative : trois pays de la Communauté économique européenne et deux d'Amérique du Nord.

A l'origine des difficultés : l'endettement.

Premier signe du changement de conjoncture, la baisse des revenus agricoles réels intervient dans la première moitié des années 70 aux Etats-Unis et en France, vers la fin de la décennie au Canada, en Irlande et au Danemark ; dans ces deux derniers pays, l'effet de l'adhésion au Marché Commun agricole, en stimulant la demande externe, a, semble-t-il, permis un maintien du revenu un peu plus longtemps qu'ailleurs. D'autre part, dès 1979, le prix des terres commence à chuter en Irlande et au Danemark alors qu'il faut attendre les années 81-82 pour que le même phénomène apparaisse en France et Outre-Atlantique. Aux Etats-Unis, la baisse du prix du foncier intervient une dizaine d'années après le début de celle des revenus. A l'opposé, le délai de réaction est très bref au Danemark et en Irlande, tandis que le Canada et la France sont dans une position intermédiaire. Enfin, c'est en 1980-82 que la crise des revenus semble avoir été la plus forte dans les pays européens, alors qu'aux Etats-Unis et au Canada ceux-ci continuent encore à décroître.

L'optimisme économique qui a régné durant les "Trente glorieuses" et qui a favorisé l'accroissement important des capacités de production de l'agriculture, n'est pas étranger à l'origine de la crise. En effet, cet accroissement recouvre deux phénomènes : des adaptations structurelles permettant des gains de productivité d'une part, une évolution conjoncturelle liée aux anticipations sur l'expansion de la demande d'autre part. Il se produit dans une période où l'accélération de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt réels brouillent les prévisions réalisées par les agents, qu'il s'agisse des agriculteurs ou de leurs partenaires économiques ou institutionnels. Par ailleurs les prix de la terre augmentent durant cette période et l'intégration de la plus-value foncière dans la valeur des actifs accroît de façon illusoire l'assise financière des exploitations. L'amélioration artificielle de la structure des bilans pousse les agriculteurs à accroître leur endettement pour investir.

Au moment où la conjoncture économique se modifie, dans le courant des années 70, la contraction de la demande, interne ou externe, et l'accroissement des coûts de production entraînent un effondrement des revenus. En parallèle, la révision à la baisse des politiques d'aide à l'agriculture et la hausse des taux d'intérêt réels



Graphique 1 - Evolution du prix des terres
(valeur courante) Indice 100 1973

mettent à nu le déséquilibre des bilans. Les conséquences de la crise se révèlent dramatiques pour les exploitations les plus fragiles caractérisées par un appareil productif insuffisant ou par une faible capacité technique ou financière.

De 5 à 30% des exploitations touchées selon les pays.

Bien que, dans la plupart des pays, l'appareil statistique courant ne permette pas un repérage direct des agriculteurs en difficulté, tout indique que c'est au Danemark et aux Etats-Unis que leur proportion a été la plus élevée :

-au Danemark, 25% des exploitations à temps plein étaient menacées de faillite en 1980-81, au plus fort de la crise ;

-la proportion atteint 30% pour l'ensemble des Etats-Unis. Dans le Minnesota, en plein centre agricole du pays, les estimations sont encore plus alarmantes, avec la moitié des exploitations en crise aiguë.

En revanche dans les autres pays, les problèmes sérieux n'auraient touché que 5 à 10% des exploitations :

-en Irlande, où l'endettement est très inégalement réparti (8% d'agriculteurs à temps plein totalisent 41% de

l'endettement total), près de 10% des agriculteurs à temps plein ne pouvaient rembourser leurs emprunts en 1981 ;

-au Canada le nombre de faillites agricoles a quadruplé de 1979 à 1984, et c'est plus de 5% des "fermes commerciales" (exploitations professionnelles) qui auraient disparu durant cette période ;

-en France, 2% des agriculteurs à temps complet (environ 16 000) ont bénéficié en 1982 de l'aide exceptionnelle aux agriculteurs en difficulté ; par ailleurs la population des exploitations "à risque" oscillerait entre 8% et 14% de l'ensemble, selon les enquêtes et les indicateurs utilisés.

L'agriculture, un secteur comme les autres ?

La crise s'est traduite d'abord par la disparition d'un certain nombre d'exploitations. En Irlande, on estime qu'elle aura eu peu d'effet immédiat sur les structures de production. Compte tenu des estimations avancées plus haut, les conséquences devraient également être modérées en France et au Canada. Au Danemark en revanche, l'adaptation structurelle a été importante puisque 10% des exploitations ont été mises en faillite au début des années 80. Pour les Etats-Unis, on manque d'éléments précis, mais on peut faire l'hypothèse que l'adaptation sera d'une ampleur au moins égale. Dans tous les pays une partie importante des exploitations touchées était constituée d'unités de dimensions moyennes.

D'autre part la crise financière des unités de production aura mis en évidence la capacité de résistance ou au contraire la fragilité des organismes de crédit agricole ; elle aura été l'occasion d'une réflexion approfondie sur le rôle que doivent jouer les prêteurs de l'agriculture et sur une nouvelle approche du financement.

Enfin les pouvoirs publics ont joué un rôle de premier plan dans la lutte contre les difficultés financières. La crise ne paraît pas avoir entraîné d'inflexion significative des politiques agricoles, sinon par défaut, en faisant reporter des décisions qui auraient été prises plus tôt. L'aide financière de l'Etat a souvent été à la base des mesures mises en oeuvre, qui ont en commun de privilégier l'aide individuelle à court terme.

Tableau 1 - L'agriculture du Danemark, de l'Irlande, de la France, des Etats-Unis et du Canada.

(en 1984)	Danemark	Irlande	France	Etats-Unis en 1982	Canada en 1981
Nombre d'exploitations	98680	221058	1129588	2400000	318361
SAU moyenne par exploitation (ha)	28,8	22,8	25,5		
Répartition des exploitations par classe de taille (en %)					
1-10 ha UDE	19,2	30,8	32,2	59,7	52,9
10-20 ha UDE	27,0	29,7	20,4	11,5	18,6
25-50 ha UDE	39,2	30,5	32,3	24,1	26,2
> 50 ha UDE	14,6	8,9	15,1	4,7	2,3
Production finale (%)					
Production végétale	32	12	50	49,9	49,5
Production animale	68	88	50	50,1	50,5

Source : Commission des Communautés européennes (1987).

Sources : USDA ; Agriculture-Canada.

Les aides gouvernementales

Danemark : cautionnement des dettes à intérêt élevé ; subventions directes sous forme de bonification d'intérêt.

France : prise en charge d'intérêts ; bonification de prêt ; allongement de la durée des prêts ; subvention directe ou prêt de redressement.

Irlande : bonification directe des taux d'intérêt ; garantie contre les variations de taux de change pour les emprunts à l'étranger.

Canada : prêts hypothécaires à risques partagés ; prêts basés sur les prix à la production ; aides à la reconversion.

Etats-Unis : Aide fédérale au Farm Credit System ; prêts directs et garanties d'emprunts accordés par le Farmers Home Administration.

La crise est venue rappeler que l'agriculture est de moins en moins à l'abri des bouleversements qui affectent l'ensemble de l'économie. Pour tous les agriculteurs, qu'ils soient ou non touchés par les problèmes financiers, le risque économique devient prédominant. Dans cette optique, l'obtention d'une bonne rentabilité des facteurs engagés et la maîtrise des financements extérieurs sont des éléments clés de réussite. Les mesures d'adaptation de l'offre au marché qui sont appliquées depuis quelques temps, en particulier dans la Communauté, exercent désormais une influence importante sur l'équilibre économique et financier des exploitations et viennent renforcer une évolution que la crise a contribué à révéler.

Des points de repère

Bien que l'agriculture danoise ait été très durement touchée, elle semble être la seule à avoir surmonté la crise financière du début des années quatre-vingt. Le nombre d'exploitations en difficulté a régulièrement décliné depuis 1981-82. Le retournement de conjoncture peut être imputé à plusieurs facteurs : nombre élevé des liquidations d'exploitations (10% des exploitations à temps plein), amélioration sensible de la productivité

Tableau 2 - Evolution du revenu de l'agriculture danoise

Année	Revenu de l'agriculture	Charge d'intérêts nette
1975-76	124,1	43,8
1976-77	98,2	49,5
1977-78	130,4	55,7
1978-79	122,0	67,6
1979-80	115,7	79,5
1980-81	98,6	88,8
1981-82	126,9	89,6
1982-83	146,1	86,7
1983-84	113,6	82,7
1984-85	165,6	84,5

(par exploitation, en milliers de DKR 82-83)

Source : Institut National d'Economie Agricole

des exploitations qui se sont maintenues, stagnation des taux d'intérêt. La conséquence de ces divers mouvements a été une hausse des revenus agricoles à partir de 1981-82 jusqu'en 1984-85.

Tableau 3 - Le poids de l'endettement dans l'agriculture irlandaise

Année	Taux d'intérêt nominal (%)	Intérêt/revenu
1973	11,5	5,5
1976	14	10,5
1979	15	18,5
1980	17,3	28,9
1981	16,9	27,4
1982	18,5	26,1
1983	16,1	21,1
1984	14,8	16,8
1985	15,6	17,5

Source : CEE et Office central des statistiques

L'agriculture irlandaise est restée peu endettée jusqu'à la fin des années soixante-dix. Malgré une amélioration considérable du revenu agricole, due à l'entrée de l'Irlande dans le marché commun, le poids de l'endettement, exprimé par le rapport des intérêts au revenu, inférieur à 10% jusqu'à 1979 a plus que doublé à partir de 1980. Il semble que l'agriculture irlandaise ait été peu préparée à faire face à un tel changement. En particulier, l'expérience acquise en matière de politique du crédit était faible lorsque les premières difficultés sont apparues. Pour réduire le poids des intérêts, l'Etat en a pris une partie à sa charge et a encouragé les agriculteurs à emprunter dans des pays à plus faible taux d'intérêt, en garantissant les taux de change.

Les instruments d'enquête

Pour évaluer le nombre d'agriculteurs en difficulté on a recours à des enquêtes spécifiques pour lesquelles se pose la question du choix des indicateurs financiers appropriés.

La cessation de paiement, qui serait sans doute l'indicateur le plus objectif de la dégradation de la situation financière de l'exploitation, est difficile à constater. En effet, l'agriculteur se trouve au centre d'un réseau de relations économiques et financières complexe, tissé entre lui et sa banque, ses fournisseurs, ses acheteurs, entre son exploitation et sa famille : au sein de ce réseau, il est parfois malaisé de déterminer s'il y a ou non cessation de paiement.

Les critères les plus fréquemment utilisés sont tirés du bilan et du compte des résultats d'exploitation : citons le revenu disponible, le ratio de liquidité générale et le taux d'endettement. Ils permettent de définir la population "à risque". On peut utiliser également des données recueillies auprès des organismes prêteurs. Cependant, l'appréciation du niveau des difficultés financières reste partiellement subjective et dépend beaucoup des seuils retenus.

Tableau 4 - Répartition de l'endettement agricole aux Etats-Unis

	Nombre	en %	Dettes (%)
Ensemble des exploitations commerciales	635000	100	100
Exploitations en difficulté	129000	20	39
Dont en difficulté extrême	54000	8,5	23

Source : U.S. Department of Agriculture, 1985

Au début de 1985, 20% des exploitations commerciales des Etats-Unis (ventes supérieures à 40000 \$) avaient un taux d'endettement supérieur à 40% et un cashflow négatif. Elles totalisaient 39% de la dette des exploitations commerciales et seulement 12% de leurs actifs. Presque la moitié de ces exploitations étaient considérées en "extrême difficulté" avec un taux d'endettement supérieur à 70%. Bien que les difficultés touchent l'ensemble du territoire des Etats-Unis, elles sont particulièrement concentrées dans les régions du Corn Belt et des plaines du Nord. Cette situation a eu des conséquences graves sur le système de crédit : le *Farm Credit System* (financement coopératif du foncier et de la production) a connu des pertes qui l'ont contraint à demander l'aide fédérale et à adopter une attitude plus sélective à l'égard de ses emprunteurs. Un certain nombre de banques agricoles ont fait faillite.

Tableau 5 - Endettement et capacité d'endettement du secteur agricole canadien

	Capacité théorique d'endettement (a)	Endettement effectif (b)	Réserve sur capacité d'endettement (a-b)/a
1970	8036	4481	0,44
1975	22223	7962	0,64
1980	22480	16505	0,27
1983	25644	20381	0,21
1985	25083	22666	0,10

Source : Canadian Journ. of Agric. Economics

La situation de l'**agriculture canadienne** est assez proche de celle des Etats-Unis. Les années soixante-dix ont été caractérisées là aussi par une forte accélération de la croissance. L'évolution des taux de change des dollars canadien et américain et la croissance spectaculaire des exportations céréalières ont entraîné une augmentation sensible des revenus agricoles dont la poursuite a été anticipée tant par les agriculteurs que par les banquiers. Si autour de 1970 l'endettement effectif ne mobilisait qu'une faible partie des capacités d'emprunt du secteur

agricole canadien, celles-ci se sont trouvées progressivement "saturées" par les charges financières d'où la multiplication des faillites. Au Canada comme aux Etats-Unis, des aides publiques importantes ont été consacrées au secteur agricole.

En **France**, les difficultés ont une double origine : l'efficacité économique insuffisante et la situation financière déséquilibrée des exploitations, les deux causes pouvant agir selon des combinaisons très variables. Parmi les exploitations en difficulté on retrouve un pourcentage significatif d'unités de taille moyenne ou grande, nouvellement installées ou modernisées, qui ont été déstabilisées par les mutations rapides du secteur. La présence d'exploitations en difficulté n'est donc pas un phénomène marginal et la poursuite de la restructuration du secteur dans le sens d'une plus grande compétitivité risque de le rendre permanent.

Didier Aubert

Yves Léon

INRA, Station d'économie et de sociologie rurales de Rennes

Pour en savoir plus

Les analyses publiées ici sont extraites de :

"Agriculteurs en difficulté", *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, n°5, Septembre 1987.

Au sommaire de ce numéro :

L'endettement et les difficultés dans l'agriculture danoise (A. Walter-Jørgensen).

Problèmes financiers des agriculteurs français et mutation du secteur : le cas des exploitations en difficulté financière (D. Aubert, Y. Léon).

Les difficultés financières récentes dans l'agriculture irlandaise (A. Matthews).

Problèmes financiers dans l'agriculture des Etats-Unis (M. Drabenstott).

Problèmes financiers agricoles dans le Minnesota (I. R. M. Bain, J. A. Paulson).

La crise financière de l'agriculture canadienne (G. Debailleul, P. Erhenshaft).

Pour la France, se reporter également à :

D. Aubert, Y. Léon, H. Wehrlin.- "Agriculteurs en difficulté : d'un phénomène marginal à un problème réel", *Economie rurale*, 172, Mars-Avril 1986, pp. 31-40.

Etude sur les agriculteurs en difficulté, Rapport général, Paris, Ministère de l'Agriculture-INRA, 1985, 2vol., 335 P.